

# CB, l'enjeu discret mais vital de la souveraineté du paiement en France

La chronique littéraire a été rédigée par Olivier CHAMPAGNE, Managing Partner STRAPER



**Philippe LAULANIE**

*Directeur Général du groupement des Cartes Bancaires*

Article rédigé par Olivier CHAMPAGNE à partir de propos tenus par Philippe LAULANIE lors de ses différentes interventions en avril 2025.

Il aura fallu des crises, des tensions géopolitiques et des dépendances assumées pour que l'évidence s'impose enfin : le paiement n'est pas un simple outil technique. Il est un instrument de souveraineté.

Lorsque le Président Emmanuel Macron évoque le paiement comme " le dernier kilomètre de la souveraineté", il ne formule pas une image. Il désigne un point de bascule : celui où la valeur circule, où la confiance s'incarne et où, potentiellement, le contrôle peut nous échapper.

Car perdre la maîtrise des paiements, ce n'est pas seulement perdre une technologie. C'est accepter que le cœur de notre économie dépende d'acteurs dont les intérêts ne sont pas nécessairement les nôtres.

Et dans cet écosystème souvent perçu comme dominé par quelques géants internationaux, un acteur français continue de démontrer qu'une alternative souveraine est non seulement possible, mais performante : CB.

## Un atout français que nous devons préserver

Avec CB, la France dispose d'un actif stratégique que peu de pays en Europe possèdent encore : un système de paiement domestique complet, performant, sécurisé, et maîtrisé de bout en bout.

Contrairement aux grands réseaux internationaux, CB repose sur un modèle singulier : un groupement d'intérêt économique interbancaire, non lucratif, conçu pour servir l'ensemble de la filière plutôt que maximiser un profit. Cette spécificité en fait un outil industriel autant qu'un levier stratégique.

Cet héritage n'est pas le fruit du hasard. Il est le résultat d'un choix politique, industriel et collectif, construit sur plusieurs décennies.

Et pourtant, cet atout a été fragilisé. Par manque de vision. Par facilité. Par l'illusion que des solutions globales pouvaient se substituer sans risque à nos infrastructures souveraines.

Philippe Laulanie le rappelle sans détour : « une souveraineté qui n'est pas activement entretenue finit par s'éroder ».

## La dépendance redéfinit les rapports de force et devient politique

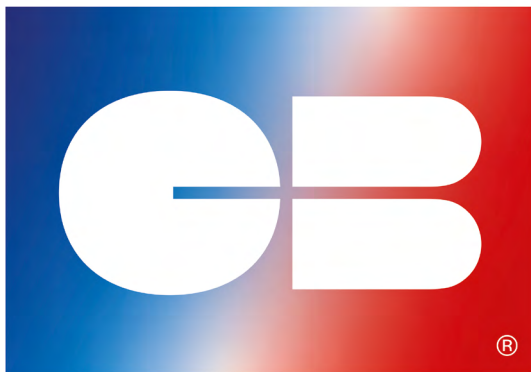
Aujourd'hui, l'Europe est exposée. Exposée à des infrastructures cloud contrôlées par des puissances étrangères. Exposée à des réseaux de paiement dominés par quelques acteurs globaux.

La disparition progressive des réseaux domestiques en Europe, accélérée notamment par le rachat de Visa Europe, a marqué un tournant : celui d'un basculement vers une dépendance structurelle.

Dans un monde où les sanctions, les lois extraterritoriales et les rapports de force technologiques sont devenus la norme, cette dépendance n'est pas un détail. Elle est une vulnérabilité stratégique.

Ce que la crise énergétique a révélé pour le pétrole et le gaz, peut se reproduire demain pour le numérique et les paiements.

La question n'est donc plus technique. Elle est politique : voulons-nous dépendre ou décider ?



### CB : un choix de souveraineté assumé

Face à ce constat, CB avec ses membres établissements bancaires a engagé un réarmement stratégique. Non pas pour résister symboliquement, mais pour rester compétitif et crédible.

Depuis 2016, ce réarmement s'est structuré autour d'un principe simple : reconstruire les fondamentaux avant d'accélérer l'innovation.

#### Premier axe : reconquérir les usages

« Nous avons relancé massivement le sans contact », explique Philippe Laulanie. Ce choix, répondait à une logique d'inclusion : équiper

immédiatement des millions d'utilisateurs sans dépendre d'équipements spécifiques.

La crise sanitaire a accéléré cette transformation, installant durablement de nouveaux comportements.

#### Deuxième axe : reprendre l'initiative technologique

Le plan CB Dynamique 2026 assume des choix clairs :

- accélérer sur le mobile
- maîtriser les briques technologiques critiques
- renforcer l'attractivité du modèle

Ce virage s'accompagne d'investissements dans la tokenisation, la digitalisation des parcours et l'ouverture à de nouveaux usages, tout en conservant la maîtrise des infrastructures clés.

#### Troisième axe : prouver par les faits

« CB est aujourd'hui en moyenne dix fois moins cher et deux fois moins fraudé pour les commerçants que les grands réseaux internationaux ».

Dans un marché ouvert, la souveraineté ne se décrète pas : elle se gagne. Et les résultats sont là. Plus de trente acteurs, dont des leaders internationaux, choisissent aujourd'hui de rejoindre CB. Ce n'est pas uniquement par réflexe patriotique, c'est également un choix économique.

### Les faits sont têtus : le modèle CB fonctionne !

L'année 2025 marque un tournant. CB enregistre une nette reprise de ses volumes et atteint même un record historique lors du Black Friday : plus de 53 millions de transactions en une journée, avec des pics de plus de 1 000 transactions par seconde.

Pour la première fois, les paiements par carte et mobile dépassent les espèces en France, confirmant une transformation structurelle des usages dans laquelle CB joue un rôle central.

Ce n'est pas un sursaut. C'est une trajectoire. Une trajectoire portée par la compétitivité, la confiance et la robustesse du modèle.

### La souveraineté ne peut s'établir sans résilience

La vraie question n'est pas de fonctionner en temps normal. La souveraineté ne vaut que si elle résiste aux crises.

Pannes télécom ou électriques, cyberattaques, tensions géopolitiques... : le paiement doit rester opérationnel.



« La souveraineté, sans résilience, reste théorique », insiste Philippe Laulanie.

Le choix de conserver et de moderniser la plateforme technique CB, plutôt que de l'externaliser ou de la céder, s'avère aujourd'hui déterminant : il garantit une capacité d'autonomie opérationnelle unique en Europe.

La capacité de CB à opérer en mode dégradé et à maîtriser l'ensemble de sa chaîne de valeur constitue ici un avantage décisif. Un système de paiement souverain doit pouvoir fonctionner en toutes circonstances.

C'est précisément là, en conditions réelles, que se joue la différence entre dépendance et autonomie.

## L'Europe face à ses responsabilités

Aucun pays ne gagnera seul. L'Europe doit choisir : être un marché pour l'international ou être une puissance à l'international.

Des initiatives comme le wallet Wero ou l'euro numérique témoignent de la volonté et de l'ambition au niveau européen.

Mais l'échec des premières tentatives, rappelle que la souveraineté ne se décrète pas à l'échelle européenne sans bases nationales solides.

Car si nous ne construisons pas nos propres solutions, nous utiliserons celles des autres. Et nous en dépendrons.

L'objectif de CB n'est pas de s'isoler de ces initiatives, mais de peser. « L'enjeu n'est pas de s'opposer, mais de construire un équilibre en total complémentarité entre ancrage domestique et interopérabilité européenne » rappelle Philippe Laulanie.

## Horizon 2030 : l'heure des choix

Avec plus de 100 millions de cartes visées (78 millions actuellement) et 1 000 milliards d'euros de volume d'affaires (700 milliards d'€ aujourd'hui), CB ne se contente pas de résister. CB se projette et change d'échelle.

Cette ambition s'accompagne d'une volonté d'ouverture : partager le savoir-faire français, accompagner des pays ne disposant pas de réseau domestique et renforcer l'influence européenne dans les paiements.

« Le modèle CB est non seulement viable, il est désormais en croissance », affirme Philippe Laulanie. Encore faut-il en tirer les conséquences.

## Souveraineté ou dépendance : il faut choisir

Le paiement est un révélateur. Un révélateur de notre capacité à protéger nos intérêts, à maîtriser nos infrastructures et à décider par nous-mêmes.

« La souveraineté ne se déclare pas, elle se construit, s'entretient, se prouve au quotidien et dans la durée » : en dix ans, CB en a apporté une démonstration concrète.

« La souveraineté commence là où se réalise la transaction » rappelle Philippe Laulanie.

Nous avons encore les moyens de maîtriser ce dernier kilomètre. Mais ne nous trompons pas : ce qui n'est pas défendu et entretenu se perd. Et ce qui se perd ne se reconquiert jamais facilement. C'est pourquoi il faut continuer à maîtriser ce « dernier kilomètre » pour rester souverain. ■

